

MEMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg.

Samedi, 16 juillet 1898.

N^o 36.

Samstag, 16. Juli 1898.

Arrêté du 14 juillet 1898, concernant la nomination des commissions pour les examens de maturité et de capacité.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu les arrêtés grand-ducaux des 9 juin 1894 et 16 mars 1895, portant règlement pour l'examen de maturité, respectivement de capacité ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les sessions de l'examen de maturité et de l'examen de capacité pour l'année scolaire 1897 — 1898 s'ouvriront le 20 juillet et. et seront closes le 20 octobre prochain.

Art. 2. Est nommé commissaire du Gouvernement pour l'examen de maturité et l'examen de capacité, M. *Heurion*, conseiller de Gouvernement.

Art. 3. Sont nommés membres de la commission :

a) pour l'examen de maturité, MM. *Jules Fischer*, ingénieur à Luxembourg ; *Brassel*, avocat et membre de la commission des curateurs du gymnase de Diekirch ; *Gredt*, directeur du gymnase de l'Athénée ; *Mullendorff*, directeur du gymnase de Diekirch ; *Martin d'Huart*, professeur au gymnase de l'Athénée de Luxembourg ; *Pletschette*, professeur au gymnase de Diekirch ;

b) pour l'examen de capacité, MM. *Haal*, curé-doyen à Luxembourg ; *Lambert*, membre de la commission des curateurs de l'école industrielle et commerciale ; *Zahn*, directeur du même éta-

Beschluß vom 14. Juli 1898, die Ernennung der Commissionen für die Reife- und Fähigkeitsprüfungen betreffend.

Der General-Director der Finanzen ;

Nach Einsicht der Großb. Beschlüsse vom 9. Juni 1894 und 16. März 1895, die Reife- bzw. Fähigkeitsprüfung betreffend ;

Beschließt :

Art. 1. Die Sessionen für die Reife- und Fähigkeitsprüfungen des Schuljahrs 1897—1898 beginnen am 20. Juli et. und sind mit dem 20. Oktober f. geschlossen.

Art. 2. Zum Regierungscommissar für die Reife- und Fähigkeitsprüfungen ist Hr. Regierungsrath *Henri on* ernannt.

Art. 3. Zu Mitgliedern der Commission sind ernannt :

a) für die Reifeprüfung: die H^H. *Julius Fischer*, Ingenieur zu Luxemburg ; *Brassel*, Advokat und Mitglied des Curatoriums des Gymnasiums zu Diekirch ; *Gredt*, Direktor am Gymnasium des Athenäums ; *Müllendorff*, Direktor des Gymnasiums zu Diekirch ; *Martin d'Huart*, Professor am Gymnasium des Athenäums ; *Pletschette*, Professor am Gymnasium zu Diekirch ;

b) für die Fähigkeitsprüfung: die H^H. *Haal*, Dechant zu Luxemburg ; *Lambert*, Mitglied des Curatoriums der Industrie- und Handelsschule ; *Zahn*, Direktor der Anstalt ; de *Waha*,

blissement; de Waha, Mathias Thill et Emile d'Huart, professeurs au dit établissement.

Sont nommés membres suppléants :

a) pour l'examen de maturité, MM. Wittenauer, ingénieur et membre de la commission des curateurs du gymnase de l'Athénée; Fréd. François, avocat-avoué à Diekirch; Herchen, professeur au gymnase de l'Athénée; Hoffmann, professeur au gymnase de Diekirch;

b) pour l'examen de capacité, MM. Brasseur et Fr. de Colnet, membres de la commission des curateurs de l'école industrielle et commerciale; Heuertz et Even, professeurs au dit établissement.

Art. 4. Les commissions se réuniront sur la convocation du commissaire du Gouvernement.

Art. 5. L'épreuve écrite de l'examen de maturité et de capacité commencera le mardi, 2 août prochain, à huit heures du matin.

Art. 6. Les demandes d'admission aux examens de maturité et de capacité devront être présentées au Gouvernement avant le 1^{er} août.

Art. 7. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial* et un exemplaire en sera transmis à chacun des membres des deux commissions pour leur servir de titre.

Luxembourg, le 14 juillet 1898.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Arrêté du 14 juillet 1898, portant nomination des commissions pour l'examen de passage aux établissements d'enseignement supérieur et moyen.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 19 juillet 1893, portant règlement sur l'examen de passage aux établissements d'enseignement supérieur et moyen ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Est nommé commissaire du Gouvernement pour le gymnase de l'Athénée, le gym-

nas Math. Thill und Em. d'Huart, Professoren an derselben Anstalt.

Zu stellvertretenden Mitgliedern sind ernannt:
a) für die Reifeprüfung: die H. Wittenauer, Ingenieur, Mitglied des Curatoriums des Gymnasiums am Athenäum; Friedrich François, Advokat-Anwalt zu Diekirch; Herchen, Professor am Gymnasium des Athenäums; Hoffmann, Professor am Gymnasium zu Diekirch;

b) für die Fähigkeitsprüfung: die H. Brasseur und Franz de Colnet, Mitglieder des Curatoriums der Industrie- und Handelsschule; Heuertz und Even, Professoren an derselben Anstalt.

Art. 4. Die Commissionen werden durch den Regierungskommissar zusammenberufen.

Art. 5. Die schriftliche Prüfung beginnt für das Reife- und Fähigkeitszeugniß am Dienstag, den 2. August k., um 8 Uhr Morgens.

Art. 6. Die Zulassungsgesuche zu den Reife- und Fähigkeitsprüfungen müssen der Regierung vor dem 1. August zugegangen sein.

Art. 7. Gegenwärtiger Beschluß soll ins „Memorial“ eingerückt und je ein Exemplar den Mitgliedern vorbenannter Commissionen als Ernennungsurkunde zugestellt werden.

Luxemburg, den 14. Juli 1898.

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.

Beschluß vom 14. Juli 1898, betreffend die Erneuerung der Commissionen für die Befähigungsprüfung an den Anstalten höheren und mittleren Unterrichtes.

Der General-Director der Finanzen;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 19. Juli 1893, die Befähigungsprüfung an den Anstalten höheren und mittleren Unterrichtes betreffend ;

Beschließt :

Art. 1. Zum Regierungs-Commissar für das Gymnasium des Athenäums, das Gymnasium von

nase de Diekirch, le progymnase d'Echternach et l'école industrielle et commerciale de l'Athénée, M. Henrion, conseiller de Gouvernement.

Art. 2. Sont nommés membres de la commission :

a) pour le gymnase de l'Athénée, MM. Philippe, Herchen, Schmitz, Tibesar, Karels et Keiffer, professeurs ;

b) pour le gymnase de Diekirch, MM. Sevenig, Reyter, Steffes et Klein, professeurs ;

c) pour le progymnase d'Echternach, MM. Thill, directeur, Bestgen, Wengler et Ahnen, professeurs ;

d) pour l'école industrielle et commerciale, MM. Zahn, directeur, Sturm, Heuertz, Hansen, Soisson et Manternach, professeurs.

Art. 3. Les épreuves écrites auront lieu pour les gymnases, le progymnase et l'école industrielle et commerciale les 28, 29, 30 juillet et 1^{er} août, à huit heures du matin.

L'époque des épreuves orales sera fixée par le commissaire du Gouvernement, d'accord avec les commissions.

Art. 4. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial* et un exemplaire en sera transmis à chaque membre des commissions précitées pour leur servir de titre.

Luxembourg, le 14 juillet 1898.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Arrêté du 13 juillet 1898, concernant l'examen de fin d'études à l'école agricole d'Ettelbruck.

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT,

Vu l'art. 61 de l'arrêté royal grand-ducal du 29 août 1883, portant règlement pour l'école agricole d'Ettelbruck ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Sont nommés membres de la commission de l'examen de fin d'études à l'école

Diekirch, das Progymnasium von Echternach und die Industrie- und Handelsschule des Athenäums ist Hr. Regierungsrath Henrion ernannt.

Art. 2. Zu Mitgliedern der Commission sind ernannt :

a) für das Gymnasium des Athenäums, die H^h. Philippe, Herchen, Schmitz, Tibesar, Karels und Keiffer, Professoren ;

b) für das Gymnasium zu Diekirch, die H^h. Sevenig, Reyter, Steffes und Klein, Professoren ;

c) für das Progymnasium zu Echternach, die H^h. Thill, Direktor; Bestgen, Wengler und Ahnen, Professoren ;

d) für die Industrie- und Handelsschule, die H^h. Zahn, Direktor; Sturm, Heuertz, Hansen, Soisson und Manternach, Professoren.

Art. 3. Die schriftlichen Prüfungen finden für die Gymnasien, das Progymnasium, die Industrie- und Handelsschule am 28., 29., 30. Juli und 1. August, um 8 Uhr Morgens statt.

Die Tage der mündlichen Prüfungen werden durch den Regierungs-Commissar im Einverständnis mit der Commission festgesetzt.

Art. 4. Gegenwärtiger Beschluß soll ins „Memorial“ eingerückt und ein Exemplar desselben einem jeden der obenerwähnten Mitglieder als Ernennungsurkunde zugestellt werden.

Luxemburg, den 14. Juli 1898.

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Beschluß vom 13. Juli 1898, die Abgangsprüfung an der Ackerbauschule zu Ettelbrück betreffend.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung;

Nach Einsicht des Art. 61 des kgl. Großh. Beschlusses vom 29. August 1883, das Reglement über die Ackerbauschule zu Ettelbrück betreffend ;

Beschließt :

Art. 1. Zu Mitgliedern der Commission für die an der Ackerbauschule zu Ettelbrück am

agricole d'Ettelbruck pour l'année scolaire 1897—1898, MM. Eugène Fischer, président de la Commission d'agriculture, en qualité de président; de Waha, professeur et membre de la commission d'inspection; Schrader, directeur de l'école agricole; Becker et Huss, professeurs au même établissement.

Art. 2. Sont nommés membres suppléants de la dite commission MM. Henrion, conseiller de Gouvernement et membre de la commission d'inspection, et Kunnen, professeur à l'école agricole.

Art. 3. L'examen écrit commencera le 22 juillet et.

Art. 4. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial* et un exemplaire en sera transmis à chacun des membres susdits pour leur servir de titre.

Luxembourg, le 13 juillet 1898.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Arrêté du 13 juillet 1898, concernant la distribution des primes pour l'amélioration de la race des chevaux en 1898.

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT;

Vu le règlement du 14 décembre 1861, pour l'amélioration des races d'animaux domestiques;

Vu les arrêtés des 16 décembre 1897 et 15 février 1898, concernant l'examen des étalons et la publication de la liste des propriétaires des reproducteurs admis pour la saillie pendant l'année courante;

Arrête :

Art. 1^{er}. La commission qui a procédé à l'examen des étalons destinés à la monte pendant l'année 1898, se réunira à Luxembourg le jeudi, 28 juillet et., à dix heures du matin, pour les étalons, et le lendemain, 29 du même mois, à la même heure, pour les juments; elle se réu-

ni le samedi 30 juillet 1898, pour les juments. Les conclusions des délibérations de la dite commission seront publiées dans le *Mémorial*.
Schlusse des Schuljahres 1897—1898 abzuhalten den Abgangsprüfung sind ernannt, die H. H. Eug. Fischer, Präsident der Ackerbaucommission, als Präsident; de Waha, Professor und Mitglied der Inspektionscommission; Schröder, Director der Ackerbauhschule, Becker und Huss, Professoren an derselben Anstalt.

Art. 2. Zu stellvertretenden Mitgliedern derselben Commission sind ernannt die H. H. Henrion, Regierungsrath und Mitglied der Inspektionscommission, und Kunnen, Professor an der Ackerbauhschule.

Art. 3. Die schriftlichen Prüfungen beginnen am 22. Juli et.

Art. 4. Gegenwärtiger Beschluß soll im „Mémorial“ veröffentlicht und ein Exemplar desselben jedem der obengenannten Mitglieder als Ernennungsurkunde zugestellt werden.

Luxemburg, den 13. Juli 1898.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.

Beschluß vom 13. Juli 1898, betreffend die Vertheilung der Prämien zur Veredlung der Pferdezeit während 1898.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung;

Nach Einsicht des Reglements vom 14. Dezember 1861, über die Veredlung der Hausthiere;

Nach Einsicht der Beschlüsse vom 16. Dezember 1897 und 15. Februar 1898, betreffend die Untersuchung der Hengste und die Veröffentlichung der Liste der Eigenthümer der für 1898 zur Beschälung angeforderten Reproductoren;

Beschließt :

Art. 1. Die Commission, welche die während 1898 zur Beschälung bestimmten Hengste untersucht hat, wird zu Luxemburg, am Donnerstag, den 28. Juli c., um 10 Uhr Vormittags, für die Hengste, und am folgenden Tage, um dieselbe Zeit, für die Stuten zusammentreten; sie wird

nira à Diekirch le lundi, 1^{er} août prochain, à neuf heures du matin, pour les étalons, et le même jour, à une heure de relevée, pour les juments, pour décerner les primes ci-après, par arrondissement judiciaire, savoir :

1^o une prime générale de 750 fr. au propriétaire du meilleur étalon de trait présenté au concours ;

2^o une prime de 500 fr., une prime de 400 fr., une prime de 300 fr., une prime de 200 fr., une prime de 150 fr. et une prime de 100 fr. au propriétaire du meilleur étalon âgé de quatre ans ou servant la première année à la monte dans le Grand-Duché ;

3^o une prime de 500 fr., une prime de 400 fr., une prime de 300 fr. et une prime de 200 fr. aux propriétaires des meilleurs étalons ayant déjà servi antérieurement à la monte dans le Grand-Duché ;

4^o une prime de 100 fr. au propriétaire du meilleur étalon élevé dans le Grand-Duché et s'y livrant à la monte ;

5^o une prime de 300 fr., une prime de 250 fr., une prime de 200 fr., une prime de 150 fr., deux primes de 125 fr., quatre primes de 100 fr., quatre primes de 75 fr. et six primes de 50 fr. aux propriétaires des meilleurs juments poulinières de trait.

Art. 2. Un subside de 250 fr. est alloué aux propriétaires des étalons admis, spécialement désignés par la commission d'admission, lesquels se sont obligés à ne laisser saillir ces reproducteurs que dans le ressort de la commune de leur domicile.

Ce subside sera soldé contre la remise d'un certificat du collège des bourgmestre et échevins portant que depuis le 1^{er} février 1898 jusqu'au 30 juin inclusivement, l'étalon pour lequel il a été accordé, a été constamment tenu dans le ressort de la commune du domicile du propriétaire à la disposition des habitants, et d'un certificat du vétérinaire du canton attestant également la présence de l'étalon pendant la même période en la dite commune à la disposition des habitants et indiquant, en outre, le nom

zu Diekirch, am Montag, den 1. August, um 9 Uhr Vormittags, für die Hengste, und am selben Tage, um 1 Uhr Nachmittags, für die Stuten zusammenzutreten, um für jeden Gerichtsbezirk nachbenannte Prämien zuzuerkennen :

1^o eine Hauptprämie von 750 Fr. zu Gunsten des Eigenthümers des besten zum Concurs vorgeführten Zughengstes ;

2^o eine Prämie von 500 Fr., eine von 400 Fr., eine von 300 Fr., eine von 200 Fr., eine von 150 Fr. und eine von 100 Fr. zu Gunsten des Eigenthümers des besten vierjährigen Hengstes, oder eines solchen, welcher das erste Jahr zur Beschälung im Großherzogthum dient ;

3^o eine Prämie von 500 Fr., eine von 400 Fr., eine von 300 Fr. und eine von 200 Fr. zu Gunsten der Eigenthümer der besten Hengste, welche schon vorher zur Beschälung im Lande gedient haben ;

4^o eine Prämie von 100 Fr. zu Gunsten des Eigenthümers des besten im Lande gezogenen Hengstes, welcher daselbst zur Beschälung dient ;

5^o eine Prämie von 300 Fr., eine von 250 Fr., eine von 200 Fr., eine von 150 Fr., zwei Prämien von je 125 Fr., vier Prämien von je 100 Fr., vier von je 75 Fr. und sechs von je 50 Fr. zu Gunsten der Eigenthümer der besten Zugstuten.

Art. 2. Ein Subsid von 250 Fr. wird den Eigenthümern der angeführten und speziell von der Rörungs-Commission bezeichneten Hengste bewilligt, welche sich verpflichtet haben, die Thiere nur innerhalb der Gemeinde ihres Wohnsitzes springen zu lassen.

Dieses Subsid wird auf eine Bescheinigung des Schöffencollegiums ausbezahlt, welche darthut, daß seit dem 1. Februar bis zum 30. Juni 1898 einschließlich, der Hengst, für den das Subsid bewilligt worden, beständig innerhalb der Gemeinde des Wohnsitzes des Eigenthümers zur Verfügung der Einwohner gestanden hat ; außerdem ist ein Attest des Kantonal- Thierarztes darüber beizubringen, daß der Hengst während der nämlichen Zeit in derselben Gemeinde anwesend und zur Verfügung der Einwohner war ; die

bre des juments saillies inscrites sur le registre tenu en conformité de l'art. 15 du règlement prévu.

Art. 3. Sont admis à concourir pour les primes mentionnées sous les nos 1 à 4 inclus de l'art. 1^{er} ci-dessus tous les étalons indistinctement ayant servi à la monte pendant l'année courante.

Ils doivent toutefois être présentés au chef-lieu de l'arrondissement du domicile de leur propriétaire, à moins que celui-ci n'ait déplacé son entier pour la desserte des juments dans une autre circonscription.

Art. 4. Les propriétaires des étalons amenés au concours pour les primes doivent produire un certificat délivré par le collège des bourgmestre et échevins de la commune de leur domicile, constatant que ces reproducteurs ont servi à la monte publique et indiquant le nombre des juments saillies depuis leur dernière admission.

Art. 5. Les étalons et les juments primés seront marqués sous la crinière gauche d'un **A** couronné.

Art. 6. Sont admises au concours pour les primes mentionnées sous le n^o 5 de l'art. 1^{er} ci-dessus toutes les juments du pays âgées de quatre ans au moins et suivies de leur poulain de l'année ou né en 1897.

Les propriétaires des juments présentées au concours doivent être porteurs d'un certificat délivré par le collège des bourgmestre et échevins de la commune de leur domicile, contenant le signalement de la jument et attestant qu'elle est la propriété de celui qui en demande la réception.

Les poulains doivent être issus d'un étalon admis pour la monte dans le Grand-Duché.

Cette dernière condition n'est toutefois pas applicable aux juments pleines introduites de l'étranger après le temps de la monte, lorsque leur origine est attestée par des certificats de

Zahl der bedeckten, in das gemäß Art. 15 oben-erwähnten Reglements geführte Register eingetragenen Stuten ist in diesem Atteste anzugeben.

Art. 3. Zum Concurse um die unter Nr. 1 bis 4 der im Art. 1 erwähnten Prämien werden alle Hengste ohne Unterschied zugelassen, welche zur Beschälung während des Jahres gedient haben.

Dieselben müssen jedoch im Hauptort des Bezirks, in welchem sich das Domizil ihres Eigenthümers befindet, vorgeführt werden, es sei denn, daß letzterer seinen Hengst zur Bedeckung der Stuten in einen anderen Bezirk verlegt habe.

Art. 4. Die Eigenthümer der zum Prämien-Concurse vorgeführten Beschäler müssen eine vom Schöffencollegium ihres Wohnsitzes ausgestellte Bescheinigung vorzeigen, aus welcher hervorgeht, daß diese Hengste zur öffentlichen Beschälung gedient, und wieviele Stuten sie seit ihrer letzten Anforung bedeckt haben.

Art. 5. Den prämierten Hengsten und Stuten wird unter der linken Mähne ein gekröntes **A** eingebrannt.

Art. 6. Zum Concurse für die unter Nr. 5 des Art. 1 erwähnten Prämien werden alle wenigstens vier Jahre alten Stuten des Landes zugelassen, welche von ihrem Füllen des Jahres oder dem während 1897 geworfenen Füllen begleitet sind.

Die Eigenthümer der zum Concurse vorgeführten Stuten müssen Inhaber einer vom Schöffencollegium der Gemeinde ihres Wohnsitzes ausgestellten Bescheinigung sein, welche das Signalement der Stute angibt und erklärt, daß sie Eigenthum desjenigen ist, welcher ihre Zulassung nachsucht.

Die Füllen müssen ebenfalls von einem zur Beschälung im Großherzogthum angeführten Hengste herkommen.

Jedoch ist letztere Bedingung nicht anwendbar auf trüchtige, nach der Beschälzeit aus dem Auslande eingeführte Stuten, falls deren Herkunft durch Bescheinigung der Ortsbehörde der Ge-

l'autorité de la commune d'où elles proviennent et de celle du Grand-Duché dans laquelle elles sont introduites, et qu'elles n'ont pas été vendues par les soins du Gouvernement.

La naissance du poulain est justifiée par un certificat du collège des bourgmestre et échevins de la commune du domicile du propriétaire. Ce certificat doit contenir le signalement du poulain.

Il est également produit un certificat du propriétaire de l'étalon pour attester que la jument présentée au concours a été réellement saillie par un étalon admis pour la monte dans le Grand-Duché.

Art. 7. Les primes décernées aux propriétaires des plus beaux étalons et des plus belles juments sont payées immédiatement après le concours, sur le vu du procès-verbal de la commission chargée de les décerner et contre une quittance à fournir par la partie prenante.

Art. 8. Il sera mis aux fins ci-dessus entre les mains de M. J.-P.-J. Koltz, secrétaire de la Commission d'agriculture à Luxembourg, une somme de 23,100 fr., à charge par lui de rendre compte de l'emploi de ces fonds avant la fin de l'année courante. Cette somme sera ordonnée immédiatement au profit de M. Koltz et imputée sur l'art. 152 du budget de l'exercice 1898.

Art. 9. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*; il sera en outre publié et affiché dans toutes les communes du Grand-Duché, et les autorités communales sont invitées à en informer spécialement les propriétaires ou détenteurs des étalons admis.

Luxembourg, le 15 juillet 1898.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

meinde dieser Herkunft und derjenigen des Großherzogthums, in welche sie eingeführt worden, nachgewiesen wird, und falls dieselben nicht auf Anstehen der Regierung verkauft worden.

Die Geburt des Füllens wird durch eine Bescheinigung des Schöffencollegiums der Gemeinde des Wohnsitzes des Eigenthümers nachgewiesen. Diese Bescheinigung muß das Signalement des Füllens enthalten.

Auch muß eine Bescheinigung des Eigenthümers des Hengstes beigebracht werden, als Nachweis, daß die zum Concur vorgelührte Stute wirklich durch einen zur Beschälung im Großherzogthum angeführten Hengste bedeckt worden ist.

Art. 7. Die den Besitzern der schönsten Hengste sowie der schönsten Stuten zuerkannten Prämien werden sogleich nach dem Concurse auf Sicht des Protokolles der mit der Zuerkennung beauftragten Commission und gegen eine vom Bezieger ausgestellte Quittung ausgezahlt.

Art. 8. Zu vorerwähntem Zwecke wird Hr. J. P. J. K o l t z, Sekretär der Ackerbau-Commission zu Luxemburg, eine Summe von 23,100 Franken, worüber derselbe vor Ablauf des Jahres 1898 Rechnung ablegen wird, zur Verfügung gestellt. Diese Summe soll sofort an gen. Hrn. K o l t z zur Zahlung angewiesen und auf Art. 152 des Ausgabensbudgets von 1898 verrechnet werden.

Art. 9. Gegenwärtiger Beschluß soll in's „Mémorial“ eingerückt und überdies in allen Gemeinden des Großherzogthums angeschlagen werden. Die Gemeindebehörden werden zugleich ersucht, die Eigenthümer und Inhaber von angeführten Hengsten davon in Kenntniß zu setzen.

Luxemburg, den 13. Juli 1898.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
E y s c h e n.

Avis. — Phylloxéra.

Liste des personnes dont les établissements horticoles sont soumis aux visites périodiques des experts et déclarés en règle au point de vue de la convention phylloxérique de Berne.

Bekanntmachung. — Phylloxera.

Verzeichniß derjenigen Personen, deren gärtnerische Anlagen von Sachverständigen periodisch untersucht werden und als den Anforderungen der Berner Reblausconvention entsprechend erklärt sind.

Noms et prénoms. Namen und Vornamen.	Qualité. — Stand.	Domicile. — Wohnort.
Atten.	Jardinier.	Ettelbruck.
Backes-Jones, Nicolas.	Rosieriste et pépiniériste.	Clausen.
Berchem, Pierre.	Maraîcher.	Limpertsberg.
Bleser, J.-P.	Pépiniériste.	Sandweiler.
Britz-Feith.	id.	Niederwampach.
Damé, Charles.	Rosieriste.	Steinsel.
Emeringer, Pierre.	Pépiniériste.	Bereldange.
Federspiel, Albert.	id.	Lintgen.
Federspiel, François.	id.	Wiltz.
Feith.	id.	Echternach.
Friederich, Pierre.	id.	Aspelt.
Gemen et Bourg.	Rosieristes et pépiniéristes.	Limpertsberg.
Gloden, Nicolas.	Maraîcher et fleuriste.	id.
Hack, Dominique.	Pépiniériste.	Dahlem.
Jamain, Guillaume.	Maraîcher, pépiniériste et rosieriste.	Muhlenbach (Rollingergrund).
Jungbluth, frères.	Rosieristes.	Beggen.
Ketten, frères.	id.	Limpertsberg.
Kettels, Louis.	Horticulteur.	Wiltz.
Kill, frères.	Pépiniéristes.	Merl.
Kintzelé, Bernard.	Pépiniériste et rosieriste.	Heisdorf.
Klopp, François.	Fleuriste et maraîcher.	Limpertsberg.
Knepper, Joseph.	Pépiniériste.	Differdange.
Koetz, Theodore.	Horticulteur.	Gœsdorf.
Lamesch, J.-B.	Pépiniériste et rosieriste.	Dommeldange.
Leiner, J.-B.	Horticulteur.	Wiltz.
Leiner, Jean.	Pépiniériste.	Ettelbruck.
Losser, la veuve.	id.	id.
Meisch, Pierre.	id.	Schieren.
Mesenbourg, père et fils.	Pépiniéristes.	Echternach.
Michaels, Jean.	Horticulteur.	Niederviltz.
Mousel, Mathias, la veuve.	Pépiniériste.	Sandweiler.
Mouzin, Jean-Nicolas.	id.	Steinsel.
Muller, Edmond.	id.	Wasserbillig.

Odendahl-Haag.	Maraîcher.	Pulfermühle.
Peters, Pierre.	id.	Limpertsberg.
Philippe, Joseph.	Horticulteur.	Harlange.
Reuter, Michel.	Maraîcher-fleuriste.	Limpertsberg.
Strasser, Jean.	Horticulteur.	Aspelt.
Scheid, J.-P.	Maraîcher-fleuriste.	Kreutzgründchen (Hollerich).
Scheuer, frères.	Pépiniéristes.	Wallerdange.
Schiltz, Henri.	Pépiniériste.	Bettembourg.
Soupert et Notting.	Rosieristes.	Limpertsberg (Rollingergrund).
Steinmetz, J.-B.	Pépiniériste.	Wasserbillig.
Schwartz, Bernard.	Rosieriste et arboriculteur.	Heisdorf.
Schwartz, Nicolas.	Pépiniériste.	Wasserbillig.
Theis, Joseph.	id.	Diekirch.
Theis, Jean, la veuve.	id.	id.
Thill, Jean.	id.	Ettelbruck.
Tonnar, J.-B.	Pépiniériste et rosieriste.	Waldhof Niederanven.
Tonnar, frères.	Pépiniéristes.	Heisdorf.
Tonnar, Joseph.	Pépiniériste.	id.
Tonnar, Pierre.	id.	Müllendorf.
Wagner, frères.	Pépiniéristes.	Echternach.
Wagner, J.-B.	Pépiniériste.	Manternach.
Wagner, Jean.	id.	Mamer.
Wein-Krämer, la veuve.	Fleuriste-maraîcher.	Bonnevoie.
Welkenbach, Jean.	id.	Rollingergrund.
Wilhelm, Auguste.	Pépiniériste.	Clausen.
Winandy, Antoine.	Fleuriste-maraîcher.	Bellevue.

L'Etat grand-ducal pour ses pépinières de Weiswampach, Hosingen, Wiltz, Ettelbruck, Arsdorf, Redange, Grevenmacher et Luxembourg (Baumbusch).

Luxembourg, le 13 juillet 1898.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Cadastre.

Par arrêté grand-ducal du 7 de ce mois, M. J. Henckels, surnuméraire du cadastre, a été nommé aux fonctions de géomètre du cadastre.

Luxembourg, le 13 juillet 1898.

*Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.*

Die Staatsbaumschulanlagen von Weiswampach, Hofingen, Wiltz, Ettelbrück, Arsdorf, Redingen, Grevenmacher und Luxemburg (Baumbusch).

Luxemburg, den 13. Juli 1898.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.*

Beamtmachung. — Kataster.

Durch Groß. Beschluß vom 7. d. Mts. ist Hr. Joseph Henckels, Kataster-Supernumerar, zum Geometer des Katasters ernannt worden.

Luxemburg, den 13. Juli 1898.

*Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.*

Circulaire du 11 juillet 1898, relative à l'organisation des écoles pour l'année scolaire de 1898-1899.

Les administrations communales recevront bientôt les imprimés nécessaires pour la rédaction des délibérations organiques des écoles primaires et des écoles d'adultes pour l'année scolaire 1898-1899. La répartition des subsides en faveur de l'enseignement primaire pour la même année se fera dès que les délibérations, portant révision des traitements du personnel enseignant pour l'année en cours, auront été approuvées.

En même temps sera publié l'arrêté concernant les majorations de traitement allouées au personnel enseignant, tant par l'État que par les communes, ensuite de la nouvelle loi sur les traitements du personnel enseignant.

Les dispositions de cette loi semblent avoir été assez bien comprises et appliquées, de sorte que je ne crois pas devoir y revenir.

J'ai cependant remarqué que certaines communes, malgré les forts subsides leur accordés, n'ont pas jugé utile d'aller au-delà du minimum lors de la fixation des traitements de leur personnel enseignant. Il faut espérer qu'à l'avenir ces communes s'inspireront de meilleurs sentiments au regard des mesures destinées à assurer le développement prospère de leurs écoles.

Il me reste à donner quelques instructions sur les changements qui ont été introduits dans la loi organique sur l'enseignement primaire.

Suivant l'ajoute faite à l'art. 20 de la loi du 20 avril 1881, l'instituteur devra consacrer quatre fois par semaine un quart d'heure à faire réciter les leçons du catéchisme. Le 1^{er} alinéa de l'art. 20 de la loi du 20 avril 1881 et la circulaire du 16 juin 1882 indiquent le mode à suivre en ce qui concerne la fixation des heures consacrées à l'enseignement religieux.

Il est expressément réservé dans la loi que les heures d'enseignement religieux sont à choisir autant que possible, soit au commencement, soit à la fin des heures de classe. Pour éviter les difficultés et pour ne pas trop troubler l'écono-

Mundschreiben vom 11. Juli 1898, die Organisation der Schulen für das Jahr 1898-1899 betreffend.

Die Gemeindeverwaltungen werden binnen kurzem die zur organischen Berathung der Primär- und Abend Schulen für's Schuljahr 1898-1899 nöthigen Druckformulare erhalten. Die Vertheilung der Subsidien zu Gunsten des Primärunterrichtes für's nämliche Jahr geschieht sobald die Berathungen über die Revision der Gehälter des Lehrpersonals für das laufende Jahr genehmigt sein werden.

Zugleich wird auch der Beschluß, wodurch die dem Lehrpersonal durch das neue Gesetz zuerkannten Erhöhungen der Staats- und Gemeindegehälter bewilligt sind, veröffentlicht.

Die Bestimmungen dieses Gesetzes sind ziemlich gut verstanden und angewandt worden, so daß ich von einer weitem Erörterung derselben absehen zu können glaube.

Doch konnte ich bemerken, daß trotz der bedeutenden Subsidien die ihnen zuerkannt worden, manche Gemeinden bei der Feststellung der Lehrergehälter es nicht für nöthig erachtet haben, das gesetzliche Minimum zu übersteigen. Ich gebe mich jedoch der Hoffnung hin, daß diese Gemeinden inbetreff der Maßregeln, welche geeignet sind ihren Schulen ein glückliches Fortschreiten zu sichern, andere Gesinnungen bekunden werden.

Ich kann nicht umhin, noch einige Anweisungen zu ertheilen betreffs der Abänderung des organischen Gesetzes über den Primärunterricht.

Gemäß der zu Art. 20 des Gesetzes vom 20. April 1881 gemachten Zusatzbestimmung muß der Lehrer viermal wöchentlich, je eine Viertelstunde auf das Ueberhören des Katechismus verwenden. Art. 20, Alinea 1 des Gesetzes vom 20. April 1881, sowie mein Mundschreiben vom 16. Juni 1882 sind bei der Festsetzung der Religionsstunden maßgebend.

Das Gesetz sieht ausdrücklich vor, daß die dem Religionsunterrichte gewidmeten Stunden, soweit als thunlich, entweder zu Anfang oder am Schluß der Schulstunden gesetzt werden sollen. Zur Verhütung von Schwierigkeiten und um die innere

mie de l'enseignement laïque, il convient de fixer de même les quarts d'heure de répétition de l'instituteur à la fin de la classe du matin ou de la classe de l'après-midi, en les mettant en même temps en rapport avec l'enseignement du ministre du culte.

Il a été déclaré, lors des débats à la Chambre des députés, que l'instituteur aura à remettre au curé la liste des élèves qui savaient leur leçon et de ceux qui ne la savaient pas. Pour faciliter cette tâche de l'instituteur, il conviendrait peut-être qu'il inscrivit rapidement, dans une liste nominative de ses élèves, par un chiffre, son appréciation.

Cette liste, faite pour tout le mois, porterait autant de colonnes qu'il y aura d'heures consacrées à l'enseignement du catéchisme, avec la date de ces heures en tête.

Un second changement introduit par la loi du 6 juin 1898 concerne les nominations et démissions d'instituteur. Les délibérations afférentes des conseils communaux ne seront prises dorénavant que sur l'avis des commissions locales.

Dans la plupart des cas de nomination d'instituteur, la valeur pédagogique des candidats échappe nécessairement à la commission locale. L'avis de celle-ci s'appuiera donc en partie sur les certificats produits en conformité de l'art. 61 de la loi de 1881 et en partie sur les informations que l'un ou l'autre membre aura prises directement ou qu'elle trouve dans les propositions motivées de l'inspecteur. Cette dernière source étant la plus sûre pour se renseigner, surtout sur les mérites pédagogiques des instituteurs en concurrence, l'intérêt de l'enseignement demande que l'avis de l'inspecteur soit communiqué à la commission locale avant que celle-ci émette son propre avis. En observant cette manière de procéder, l'administration communale se trouvera moins souvent en présence d'avis entièrement divergents ou contradictoires que si les deux avis sont donnés indépendamment l'un de l'autre ; il en résultera donc que la nomination elle-même présentera plus de garanties.

Einrichtung des weltlichen Unterrichtes nicht allzu sehr zu fördern, empfiehlt es sich, daß die dem Lehrer zugewiesenen Viertelstunden entweder morgens oder nachmittags am Schluß der Schulstunden und dazu in Beziehung mit dem Unterrichte des Geistlichen festgesetzt werden.

Gelegentlich der Kammerdebatten wurde geäußert, es solle der Lehrer dem Pfarrer die Liste der Schüler übergeben, welche ihre Lektion studiert, sowie derjenigen, welche dieselbe nicht studiert hätten. Zur Erleichterung dieser Arbeit thäte der Lehrer vielleicht wohl daran, durch eine in eine namentliche Liste der Schüler zu verzeichnende Ziffer sein Urtheil abzugeben.

Diese Liste könnte für den ganzen Monat aufgestellt werden und soviel Spalten zählen, als es Katechismusstunden gibt, deren Datum am Kopfeinde angegeben ist.

Das Gesetz vom 6. Juni 1898 hat auch eine Abänderung in Betreff der Ernennung und Entlassung der Lehrer eingeführt. Künftighin werden die Gemeindeverwaltungen die diesbezüglichen Beratungen erst nach vorherigem Gutachten der Lokalcommission nehmen.

In den meisten Fällen wo es sich um die Ernennung der Lehrer handelt, ist die Lokalcommission in Bezug auf pädagogische Befähigung der Candidaten nothwendigerweise in Unkenntniß. Ihr Gutachten muß sich also theils auf die Zeugnisse stützen, welche die Bewerber gemäß Art. 61 des Gesetzes von 1881 beizubringen haben, theils auch auf die Erkundigungen, welche das eine oder das andere Mitglied direkt eingezogen oder in den begründeten Vorschlägen des Inspektors vorgefunden hat. Letztere Quelle ist die sicherste, besonders wenn es gilt die pädagogische Befähigung der einzelnen Konkurrenten zu beurtheilen ; das Interesse des Unterrichtes fordert daher, daß die Lokalcommission das Gutachten des Inspektors abwarte, ehe sie ihre Vorschläge macht. Die Gemeindeverwaltungen werden alsdann weniger oft abweichende oder sich widersprechende Gutachten vorfinden, als wenn beide Gutachten getrennt von einander abgegeben werden ; die Folge davon wird sein, daß die Ernennung selbst mehr Garantien bietet

Quant aux avis relatifs aux démissions et aux révocations que l'administration communale voudrait provoquer, les choses sont différentes.

Ici il faut reconnaître que la commission locale peut parfaitement donner un avis sur un instituteur qu'elle a vu à l'œuvre et dont elle a pu apprécier l'activité et la conduite tant à l'école qu'en dehors de l'école. Les avis de l'inspecteur et de la commission locale peuvent donc, dans ce cas, être pris indépendamment l'un de l'autre.

La loi du 6 juin 1898 a encore modifié la composition des commissions locales.

Au lieu d'un ecclésiastique nommé pour chaque commission, tous les curés d'une commune respectivement leurs délégués font partie de la commission, mais chacun pour sa paroisse seulement. Cette modification ne doit pas impliquer de changement dans le fonctionnement des commissions locales. En effet, lorsqu'il s'agit d'une délibération ou d'une décision à prendre concernant l'école ou les écoles d'une paroisse, c'est le curé de cette paroisse qui coopère avec les membres laïques; si cependant il se présente une question intéressant toute la commune, il est indiqué autant par l'esprit de la loi que par l'intérêt de la bonne marche du service, qu'un seul curé prenne part au vote après avoir été désigné à cet effet par ses collègues.

Finalement, j'ai encore à faire aux administrations communales deux recommandations. La première concerne les dépenses scolaires ou plus spécialement les dépenses relatives aux traitements du personnel enseignant. On n'ignore pas que le montant des traitements payés par une section forme une des bases d'après lesquelles le subside de l'État est calculé. Il importe que ces traitements et notamment aussi les parts de traitement incombant aux sections n'ayant pas d'école en propre, soient exactement indiqués par les délibérations organiques.

La seconde recommandation se rapporte aux indemnités pour la tenue des écoles d'adultes.

Bei Entlassung oder Absetzung der Lehrer, seitens der Gemeindeverwaltungen verhält es sich ganz anders.

Es ist nicht zu verkennen, daß hier die Lokalcommission ein Gutachten abzugeben in der Lage ist über einen Lehrer, den sie in seiner Amtsausübung gesehen, dessen Dienstleistung und Betragen in- und außerhalb der Schule sie zu beobachten Gelegenheit hatte. In diesem Falle kann das Gutachten der Lokalcommission ohne Rücksicht auf das Gutachten des Inspektors abgegeben werden.

Durch das Gesetz vom 6. Juni 1898 ist auch die Zusammensetzung der Lokalcommissionen abgeändert worden.

Statt eines Geistlichen für jede Commission wird hinführo ein jeder Pfarrer einer Gemeinde oder dessen Delegirte, aber nur für die Schulen seiner Pfarrei, Mitglied der Lokalcommission sein. Diese Abänderung bedingt jedoch keineswegs eine Modifikation in der Amtswaltung der Lokalcommission. Bei Berathungen oder Entscheidungen, welche die Schule oder die Schulen einer Pfarrei betreffen, theilnimmt nämlich deren Pfarrer mit den weltlichen Mitgliedern; bei Fragen hingegen, welche die ganze Gemeinde betreffen, ist es jedoch, nach dem Sinne des Gesetzes und im Interesse des Unterrichtes angezeigt, daß nur ein Pfarrer, welcher hierzu speziell von seinen Collegen delegirt wird, an der Abstimmung Theil nehme.

Zum Schluß möchte ich den Gemeindeverwaltungen noch zwei Punkte anempfehlen. Zuerst die Schulausgaben, oder vielmehr die Ausgaben, betreffend die Gehälter des Lehrpersonals. Bekanntlich bildet der Betrag der Gehälter, welche eine Section ihrem Lehrpersonal bezahlt, eine der Grundlagen, wonach das Staatssubsid berechnet wird. Es empfiehlt sich daher, daß diese Gehälter sowie der Gehaltsantheil, welchen diejenigen Sectionen entrichten, die keine eigene Schule haben, ganz genau in der organischen Berathung angegeben seien.

Die zweite Empfehlung bezieht sich auf die Entschädigungen für die Leitung der Abend- und

La répartition des subsides de l'État se fait forcément attendre, car elle ne peut avoir lieu qu'après que tous les renseignements auront été réunis.

Le personnel enseignant désire cependant être payé dès que l'école du soir aura fermé. Dans celles des communes qui accordent des indemnités fixes à leur personnel enseignant, rien n'empêche de liquider ces indemnités dès que le travail qu'elles sont destinées à rémunérer, aura été fourni. Dans les communes où l'on cède au personnel enseignant le subside de l'État à titre d'indemnité, on pourrait lui faire l'avance du montant approximatif, sauf règlement définitif lors de l'allocation du subside de l'État. Il est bien entendu que, dans aucun cas, la commune ne doit prélever une part du subside pour couvrir les autres dépenses occasionnées par l'école d'adultes.

Luxembourg, le 11 juillet 1898.

Le Directeur général de l'intérieur
H. KIRPACH.

Avis. — Caisse d'épargne.

Il est porté à la connaissance du public qu'en vertu d'une autorisation du conseil d'administration de la Caisse d'épargne du 11 juillet courant, les livrets n^{os} 43998 et 59120, qui ont été perdus, sont annulés et ont été remplacés par des duplicata.

Luxembourg, le 13 juillet 1898.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Dépôt de mendicité.

Par arrêté de ce jour le prix de la journée d'entretien d'un détenu au dépôt de mendicité de Luxembourg a été fixé à la somme de 1 fr. 02 pour l'année 1897.

Luxembourg, le 16 juillet 1898.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

len. Die Vertheilung der Staatssubsidien erleidet nothwendigerweise eine Verzögerung, weil selbe erst stattfinden kann, nachdem alle diesbezüglichen Aufschlüsse eingegangen sind.

Das Lehrpersonal möchte jedoch gleich nach Schluß dieser Schulen bezahlt sein. Nichts hindert die Gemeinden, welche ein für allemal feststehende Entschädigungen bewilligt haben, diese dem Lehrpersonal gleich nach gethabter Arbeit zukommen zu lassen. In denjenigen Gemeinden, wo das Lehrpersonal nur das Staatssubsidium erhält, konnte man denselben vorläufig den annähernden Betrag vorstrecken, vorbehaltlich des definitiven Abschlusses nach Gewährung der Staatssubsidie. Selbstverständlich darf die Gemeindeverwaltung keinen Theil des Subsidies benutzen um andere Kosten der Abendschulen zu bestreiten.

Luxemburg, den 11. Juli 1898.

Der Generaldirektor des Innern,
H. Kirpach.

Bekanntmachung. — Sparskaffe.

Es wird hiermit zur öffentlichen Kenntniß gebracht, daß gemäß einer Ermächtigung des Verwaltungsrathes der Sparskaffe vom 11. Juli ct., die verloren gegangenen Livrets Nr. 43998 und 59120 für nichtig erklärt und durch Duplikate ersetzt worden sind.

Luxemburg, den 13. Juli 1898.

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.

Bekanntmachung. — Bettlerdepot

Durch Beschluß vom heutigen Tage ist der Unterhaltspreis eines Häuslings im Bettlerdepot auf Fr. 1,02 pro Tag für das Jahr 1897 festgesetzt worden.

Luxemburg, den 16. Juli 1898.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.

Avis. — Règlement communal.

En sa séance du 2 juillet ct., le conseil communal de la ville de Luxembourg a décrété plusieurs modifications au règlement du 15 mai 1895, relatif à la Schobermesse. — Les nouvelles dispositions ont été dûment publiées et approuvées.

Luxembourg, le 12 juillet 1898.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Avis. — Association syndicale.

Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera ouvert du 4 au 18 août prochain dans la commune de Beckerich, une enquête sur le projet et les statuts d'une association à créer pour l'établissement d'un chemin d'exploitation au lieu dit « Lehnernsburn » à Oberpallen.

Le plan de situation, le devis détaillé des travaux, un relevé alphabétique des propriétaires intéressés, ainsi que le projet des statuts de l'association sont déposés au secrétariat communal de Beckerich à partir du 4 août prochain.

M. Orianne, membre de la Commission d'agriculture à Elvange, est nommé commissaire à l'enquête. Il donnera les explications nécessaires aux intéressés, sur le terrain, le 18 août prochain, de 9 à 11 heures du matin, et recevra les réclamations le même jour, de 2 à 4 heures de relevée, à l'école d'Oberpallen.

Luxembourg, le 11 juillet 1898.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

Avis. — Association syndicale.

Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera ouvert du 4 au 18 août 1898, dans la commune de Mondorf, une enquête sur le projet et les statuts d'une association à créer pour l'établissement de chemins d'exploitation aux lieux dits « Kundel et « Geisebichel » à Ellange.

Bekanntmachung. — Gemeindereglement.

In seiner Sitzung vom 2. Juli ct. hat der Gemeinderath der Stadt Luxemburg mehrere Abänderungen an dem Reglemente vom 15. Mai 1895, über die Schobermesse, vorgenommen. — Die neuen Bestimmungen sind vorschriftsmäßig veröffentlicht und genehmigt worden.

Luxemburg, den 12. Juli 1898.

Der General-Director des Innern
J. Kirpach.

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Gemäß Art. 10 des Gesetzes vom 28. Dezember 1883 wird vom 4. auf den 18. August k. in der Gemeinde Beckerich eine Untersuchung abgehalten über das Projekt und die Statuten einer zu bildenden Genossenschaft für Anlage eines Feldweges, Ort genannt: „Lehnernsburn“ zu Oberpallen.

Der Situationsplan, der Kostenananschlag, ein alphabetisches Verzeichniß der beteiligten Eigenthümer sowie das Projekt des Genossenschafts-attest sind auf dem Gemeindefretariat von Beckerich vom 4. August k. ab, hinterlegt.

Hr. Orianne, Mitglied der Ackerbau-Commission zu Elvingen, ist zum Untersuchungscommissar ernannt. Die nöthigen Erklärungen wird er den Interessenten am 18. August k. von 9—11 Uhr Morgens, an Ort und Stelle geben und am selben Tage, von 2—4 Uhr Nachmittags, etwaige Einsprüche im Schulsaale zu Oberpallen entgegennehmen.

Luxemburg, den 14. Juli 1898.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Gemäß Art. 10 des Gesetzes vom 28. Dezember 1883 wird vom 4. auf den 18. August k. in der Gemeinde Mondorf eine Untersuchung abgehalten über das Projekt und die Statuten einer zu bildenden Genossenschaft für Anlage von Feldwegen, Ort genannt „Kundel“ und „Geisebichel“ zu Ellingen.

Le plan de situation, le devis détaillé des travaux, un relevé alphabétique des propriétaires intéressés, ainsi que le projet des statuts de l'association sont déposés au secrétariat communal de Mondorf, à partir du 4 août prochain.

M. *Neyen*, vétérinaire du Gouvernement à Remich, est nommé commissaire à l'enquête. Il donnera les explications nécessaires aux intéressés, sur le terrain, le 18 août prochain, de 9 à 11 heures du matin, et recevra les réclamations le même jour, de 2 à 4 heures de relevée, à l'école d'Ellange.

Luxembourg, le 14 juillet 1898.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Association syndicale.

Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera ouvert du 8 au 22 août 1898, dans la commune de Consdorf, une enquête sur le projet et les statuts d'une association à créer pour le redressement du chemin de Colbette à Paschent resp. à Reuland.

Le plan de situation, le devis détaillé des travaux, un relevé alphabétique des propriétaires intéressés, ainsi que le projet des statuts de l'association sont déposés au secrétariat communal de Consdorf, à partir du 8 août.

M. *Even*, membre de la Commission d'agriculture à Beaufort, est nommé commissaire à l'enquête. Il donnera les explications nécessaires aux intéressés, sur le terrain, le 22 août prochain, de 9 à 11 heures du matin, et recevra les réclamations le même jour, de 2 à 4 heures de relevée, à l'école de Breidweiler.

Luxembourg, le 14 juillet 1898.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Association syndicale.

Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera ouvert du 8 au 22 août

Der Situationsplan, der Kostenanschlag, ein alphabetisches Verzeichniß der beteiligten Eigentümer sowie das Projekt des Genossenschafts-actes sind auf dem Gemeindefekretariat von Mondorf, vom 4. August k. ab, hinterlegt.

Hr. *Neyen*, Staatsthierarzt zu Remich, ist zum Untersuchungscommissar ernannt. Die nöthigen Erklärungen wird er den Interessenten am 18. August k., von 9—11 Uhr Morgens, an Ort und Stelle geben und am selben Tage, von 2—4 Uhr Nachmittags, etwaige Einsprüche im Schulsale zu Ellingen entgegennehmen.

Luzemburg, den 14. Juli 1898.

*Der Staatsminister, Präsident
Regierung,
E y s c h e n.*

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Gemäß Art. 10 des Gesetzes vom 28. Dezember 1883 wird vom 8. auf den 22. August k., in der Gemeinde Consdorf eine Untersuchung abgehalten über das Projekt und die Statuten einer zu bildenden Genossenschaft für Redresirung des Weges von Colbette nach Paschent resp. Reuland.

Der Situationsplan, der Kostenanschlag, ein alphabetisches Verzeichniß der beteiligten Eigentümer sowie das Projekt des Genossenschafts-actes sind auf dem Gemeindefekretariat zu Consdorf, vom 8. August k. ab, hinterlegt.

Hr. *Even*, Mitglied der Ackerbau-Commission zu Befort, ist zum Untersuchungscommissar ernannt. Die nöthigen Erklärungen wird er den Interessenten am 22. August k., von 9—11 Uhr Morgens, an Ort und Stelle geben und am selben Tage, von 2—4 Uhr Nachmittags, etwaige Einsprüche im Schulsale zu Breidweiler entgegennehmen.

Luzemburg, den 14. Juli 1898.

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
E y s c h e n.*

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Gemäß Art. 10 des Gesetzes vom 28. Dezember 1883 wird vom 8. auf den 22. August k., in der

1898, dans la commune de Rodenbourg, une enquête sur le projet et les statuts d'une association à créer pour l'établissement de deux chemins d'exploitation aux lieux dits « Pärchen » et « Altenrück » à Beidweiler.

Le plan desituation, le devis détaillé des travaux, un relevé alphabétique des propriétaires intéressés, ainsi que le projet des statuts de l'association sont déposés au secrétariat communal de Rodenbourg, à partir du 8 août.

M. Pütz, membre de la Commission d'agriculture à Burglinster, est nommé commissaire à l'enquête. Il donnera les explications nécessaires aux intéressés, sur le terrain, le 22 août prochain, de 9 à 11 heures du matin, et recevra les réclamations le même jour, de 2 à 4 heures de relevée, à l'école de Beidweiler.

Luxembourg, le 14 juillet 1898.

*Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,*
EYSCHEN.

AVIS. — Règlements communaux.

Dans le courant des mois de mars à juin 1898, les conseils communaux des communes de Bascharage, Bettembourg, Bissen, Contern, Differdange, Fischbach, Frisange, Hesperange, Leudelange, Lorentzweiler, Niederanven, Reckange, Rumelange, Septfontaines, Steinsel et Weiler-la-Tour ont édicté des règlements de police concernant la tenue de registres de population. — Ces règlements ont été dûment approuvés et publiés.

Luxembourg, le 12 juillet 1898

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Caisse d'épargne. — Opérations effectuées du 15 au 30 juin 1898.

Versements par 925 déposants, dont 204 nouveaux	fr. 141,425 05
Versements antérieurs sans les intérêts capitalisés	» 14,004,031 63
Total des versements.	fr. 14,145,456 68
Remboursements à 345 déposants, dont 130 pour solde	fr. 105,466 58
Remboursements depuis le 1 ^{er} janvier, année etc., intérêts compris	1,318,004 65
Total des remboursements	fr. 1,423,471 23
Solde au 30 juin 1898	fr. 12,721,985 45

Gemeinde Rodenburg, eine Untersuchung abgehalten über das Projekt und die Statuten einer zu bildenden Genossenschaft für Anlage zweier Feldwege, Ort genannt „Pärchen“ und „Altenrück“ zu Beidweiler.

Der Situationsplan, der Kostenanschlag, ein alphabetisches Verzeichniß der beteiligten Eigenthümer, sowie das Projekt des Genossenschaftsactes sind auf dem Gemeindefretariat von Rodenburg vom 8. August k. ab, hinterlegt.

Hr. Pütz, Mitglied der Ackerbau-Commission zu Burglinster, ist zum Untersuchungscommissar ernannt. Die nöthigen Erklärungen wird er den Interessenten, am 22. August k., von 9—11 Uhr Morgens, an Ort und Stelle geben und am selben Tage, von 2—4 Uhr Nachmittags, etwaige Einsprüche im Schulsaale zu Beidweiler entgegennehmen.

Luxemburg, den 14. Juli 1898.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.

Bekanntmachung. — Gemeindevorgemeinte.

Im Laufe der Monate März bis Juni 1898 haben die Gemeinderäthe der Gemeinden Niederferfchen, Bettembourg, Bissen, Contern, Differdange, Fischbach, Frisingen, Hesperingen, Leudelingen, Lorentzweiler, Niederanven, Reckingen, Rümelingen, Simmern, Steinsel und Weiler zum Thurm Polizeireglements, betreffend die Führung von Volksregistern, erlassen. — Diese Reglements sind vorschriftsmäßig genehmigt und veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 12. Juli 1898.

Der General-Director des Innern,
H. Kirpach.